

Session du Conseil Général de l'Eure
Mercredi 8 décembre 2010

Intervention de Gaëtan LEVITRE

Je voudrais vous faire part de la grande inquiétude de nos populations de la Vallée de l'Andelle, concernant les menaces qui pèsent sur l'emploi.

J'aurais pu, mes chers collègues, vous relire mot pour mot, la déclaration que j'avais faite, ici même, il y a quelques mois, lors de la fermeture de l'équipementier Bosch aux Damps, qui malgré une situation financière florissante, s'est débarrassé de ses 70 salariés et a délocalisé sa production, tant elle est analogue à celle de chez Sealynx.

Aujourd'hui c'est toute la population de Charleval et de ses environs qui est inquiète.

Sealynx, l'équipementier situé à Charleval prévoit 257 licenciements sur un effectif de 730 salariés, et le risque est grand, si rien est fait, de voir disparaître cette entité industrielle.

C'est le plus gros employeur de la Vallée de l'Andelle, une Vallée de l'Andelle si malmenée ces dernières années et qui voit disparaître les unes après les autres grand nombre d'entreprises, et les nombreux licenciements qui en découlent (MReal, Manoir Industrie, Bosch, Marco, etc.)

Seanlix est une entreprise qui bénéficie de l'argent public depuis de nombreuses années sans que personne ne sache comment et où a été employé l'argent du contribuable.

Comme quoi, nous avons bien raison de revendiquer haut et fort le contrôle des fonds publics pour que les salariés et leurs organisations syndicales puissent intervenir quand il y a dérive et exiger le remboursement des sommes versées quand les engagements pris, n'ont pas été tenus.

Il est temps de mettre fin aux agissements des patrons voyous, qui discréditent l'industrie française, dilapident, détournent l'argent du contribuable, cassent des pans entiers de notre industrie et plongent des milliers de familles dans la détresse et la désespérance.

Si une telle entreprise venait à disparaître de nouveau, ce serait une catastrophe humaine et économique dans notre secteur.

Et ce sont là encore, mes chers collègues, des emplois industriels qui seront rayés de la carte.

Et que l'on ne me rabâche pas les oreilles avec les emplois de service, sans les emplois industriels point d'emplois de service.

Dans notre région, nous avons un secteur automobile fort et important avec de grosses entreprises comme Renault à Cléon, Sandouville ou encore Flins, dont l'Etat est actionnaire.

Il est temps que cet Etat actionnaire joue son rôle, prenne ses responsabilités et fasse pression pour que les donneurs d'ordres passent commandes aux équipementiers les plus proches de leur lieu de production.

Il faut que l'Etat et Renault interviennent pour trouver un repreneur qui porte un véritable projet industriel pour le site de Charleval, comme il faut que Renault s'engage à passer commandes à ce repreneur une fois qu'il sera identifié.

C'est non seulement un bon sens économique et un bon sens écologique. Je crains fort que notre dernière déclaration commune ne suffise pas. Aussi nous devons élever la voix et notre niveau d'intervention.

Il faut, bien évidemment, réaffirmer notre soutien aux salariés de chez Sealyx, porter nos exigences et notre mécontentement auprès de l'Etat pour qu'il entende et prenne en compte nos exigences de maintien et de développement de l'emploi.

Il me paraît également important d'apporter collectivement notre contribution aux assises régionales de l'industrie et de l'emploi pour que soient étudiées et prises en compte nos propositions industrielles de production et de recherche pour assurer le développement de l'activité automobile, notamment dans notre région.

La situation est des plus préoccupantes, notre détermination doit être à la hauteur des enjeux. Nous nous devons d'être résolument aux côtés des salariés qui vivent actuellement dans l'angoisse du lendemain et la peur de perdre leur emploi. C'est avec eux, dans l'action que nous imposerons les solutions industrielles pour pérenniser le site industriel de Charleval et maintenir l'emploi.